

MASSACRES EN PALESTINE : L'IMPUNITÉ D'ISRAËL SE PAYE EN VIES INNOCENTES

GUPS – Union Générale des Etudiants de Palestine
www.gupsfrance.org / gupsparis@gmail.com



Terrorisme de l'Etat israélien : le fruit de l'impunité et du silence international

En bombardant une plage de Gaza, Israël a montré une fois de plus que les valeurs dont se drape la prétendue « seule démocratie du Proche-Orient » sont tachées du sang des palestiniens innocents. Au moins dix morts civils, dont une famille entière déchiquetée par les obus qui se sont abattus alors qu'ils pique-niquaient sur la plage. Plusieurs dizaines de blessés, dont plusieurs sont actuellement entre la vie et la mort.

Cette manifestation du terrorisme d'Etat israélien est le paroxysme d'une série d'exactions commises sans la moindre condamnation internationale. La victoire du Hamas aux élections législatives palestiniennes a servi de prétexte au silence de ceux qui prétendent encore être les arbitres du « conflit israélo-palestinien » : Union Européenne, Etats-Unis, Organisation des Nations Unies...

Un massacre au service de l'unilatéralisme israélien

Faisant suite à une série d'exécutions sommaires, ce massacre n'est pas un accident. Le navire qui a fait feu était à quelques centaines de mètres de la plage ([voir la vidéo sur www.palpress.ps/arabic/adv/](http://www.palpress.ps/arabic/adv/)). Il marque la volonté délibérée d'un Etat israélien libre de toute contrainte internationale de faire échouer le processus démocratique palestinien. En effet, le référendum sur le document des prisonniers, voulu par le président Mahmoud Abbas, est rejeté par le Premier ministre israélien Ehud Olmert, qui ne souhaite pas laisser se développer un possible consensus palestinien autour du droit international.



Cette fillette de six ans est la dernière survivante de la famille Ghalya. Son père, sa mère et ses 5 frères et sœurs, âgés de 18 mois à 17 ans, ont été tués par les obus israéliens.

Le projet israélien de « paix unilatérale » (sic) ne peut s'accommoder de partenaires palestiniens légitimes et audibles, du président Mahmoud Abbas ou du Premier ministre Ismaïl Haniyeh. Il s'agit donc pour Israël de déborder le premier en poussant le Hamas à rompre une trêve à sens unique observée depuis plus d'un an. Les porteurs de la démocratisation de la région laissent faire, montrant l'hypocrisie de ce projet qui dissocie le droit de voter de celui de choisir. Ils renforcent ainsi notre révolte de Palestiniens, nous qui sentons de plus en plus durement le racisme de la logique du choc des civilisations.

Après la suspension des aides, la visite d'Olmert : vers une complicité active de la France ?

A l'asphyxie de l'occupation s'ajoute la suspension des taxes dues par Israël à l'Autorité Nationale Palestinienne, ainsi que la suspension des aides internationales. La France, après avoir participé au chantage européen contre la démocratie palestinienne, a inauguré la « semaine de l'amitié franco-israélienne », qui a coûté au contribuable près d'1 million d'euros. Si les dirigeants démocratiquement élus du Hamas y sont interdits de visa, la France s'apprête à accueillir avec les honneurs le Premier ministre israélien Ehud Olmert. Ce dernier entend faire valider par les Européens, après l'adoubement reçu à Washington, son plan unilatéral qui vise à annexer plus de la moitié de la Cisjordanie, dont Jérusalem/AI Qods, les meilleures terres, l'immense majorité des colonies et la Vallée du Jourdain, rendant impossible toute paix entre Palestiniens et Israéliens. Face à la consolidation par Israël d'un système raciste et colonial, en un mot de l'Apartheid, les dirigeants de la France doivent faire barrage, et à défaut, le peuple doit s'exprimer massivement pour le respect du droit international. Le droit est le seul langage commun en mesure de rompre la logique meurtrière du choc des civilisations.

La GUPS, Union Générale des Etudiants de Palestine, demande à Jacques Chirac de faire savoir à Ehud Olmert les exigences des Palestiniens et de ceux qui défendent leurs droits :

- **Droit au retour des réfugiés palestiniens**
- **Fin de l'occupation israélienne**
- **Démantèlement de toutes les colonies et du Mur de l'Apartheid**
- **Un Etat palestinien, Jérusalem/AI Qods capitale**
- **Libération de tous les prisonniers palestiniens**
- **Des sanctions contre Israël tant qu'Israël viole le droit international**